Responsables et humains : la gauche et les Verts maintiennent le cap

Les semaines à venir vont de nouveau être extrêmement importantes pour le tournant de la politique d'asile dans le canton de Vaud. Il y a deux semaines, le Conseiller d'Etat Jean-Claude Mermoud a donné un sévère coup de vis en renvoyant avec mesures de contraintes deux frères célibataires faisant partie du groupe des « 523 ». Ces deux frères avaient été présentés deux fois à Berne par le canton de Vaud pour régularisation. Mais les services de M.Blocher ont refusé cette demande, bien que leurs parents et les frères et sœurs mineurs vivent en Suisse.
Cette population de requérant-e-s dite des « 523 », actuellement 330 personnes, a ceci de particulier que la très grande majorité d'entre eux sont en Suisse depuis 6 à 15 ans, qu'ils sont partiellement ou totalement autonomes financièrement, qu'ils n'ont commis aucun délit grave et qu'ils ont toutes et tous été présentés à Berne par le canton pour régularisation.
La population et le Parlement se sont émus et ont manifesté leur soutien à de multiples reprises à ces « requérants déboutés vaudois » tout au long des 12 derniers mois. Il n'est dès lors pas étonnant qu'après l'expulsion sous mesures de contrainte des deux frères Mekic, la gauche et les Verts aient quitté le Parlement en interrompant les travaux du Grand Conseil. Par ce geste ils ont voulu dénoncer le caractère inhumain et injuste de la politique d'asile actuelle et leur désaccord vis-à-vis des méthodes employées pour expulser des personnes vivant en Suisse depuis 6 ans avec toute leur famille et travaillant.
Dans ce dossier, les socialistes et les Verts ont refusé de choisir des solutions simplistes :

- Ils ont préféré informé clairement la population que leurs Conseillers d'Etat ont été minorisés au sein du collège sur l'utilisation des mesures de contrainte à l'encontre des célibataires du groupe dit « des 523 ».
- Ils gardent à l'esprit la responsabilité que toute la classe politique porte face au sort des 330 personnes dont le sort n'est pas encore réglé et pour lesquelles des solutions raisonnables doivent être trouvées.

Le Conseil d'Etat, en janvier dernier, sous la pression des socialistes et du vert, a décidé de ne pas soumettre les familles et les femmes aux mesures de contrainte et de mettre sur pied un groupe d'analyse, formé de représentants de l'administration, des partis politiques, des églises et des associations qui ont bien voulu y participé. Ce groupe a rendu ses travaux au Conseil d'Etat quelques jours avant l'expulsion des deux frères. Diverses pistes sont proposées pour trouver des solutions dignes aux 330 personnes encore sur le qui-vive. Nous appelons la droite du gouvernement à faire preuve d'une attitude constructive en prenant en compte les résultats de ces travaux, fruit de concertation et de réflexion.

Il est surprenant de ne pratiquement pas entendre jusqu'à ce jour les radicaux et les libéraux humanistes sur ce sujet. N'ont-ils pas conscience du réel problème politique ou ne savent-ils pas comment gérer la complexité de ce dernier ? Il est plus probable qu'ils n'aient pas encore eu le temps de voir de près le destin humain de ces personnes qui vivent parmi nous depuis de nombreuses années, de nous faire part de leur projet et de chercher avec nous des solutions innovantes, qui permettront au canton de sortir grandi de cet épisode qui n'a que trop duré.

Les socialistes et les Verts ont choisi de ne pas s'engouffrer dans une solution de facilité, stérile et inefficace mais de prendre en considération l'incroyable complexité du dossier des 523, sans faire preuve d'angélisme ou de naïveté, mais en privilégiant des valeurs fondamentales telles que : droits humains, justice, responsabilité.

Josiane Aubert, députée, présidente du PSV